



Benjamin Herisset – Commission des Nations unies pour le droit commercial international

1. Quel a été ton parcours avant de postuler pour un JEA ?

Avocat de formation et titulaire d'un Master 2 en Droit comparé, j'ai débuté ma carrière comme Volontaire international en administration (VIA) dans la coopération juridique à l'ambassade de France au Vietnam à Hanoi, la capitale. A ce poste, j'ai participé à la mise en oeuvre de l'assistance technique française dans les domaines du droit et de la justice. Ensuite, j'ai exercé comme avocat dans un grand cabinet international à Ho Chi Minh Ville, le centre économique du pays. Il s'agissait plutôt de conseil juridique pour les entreprises et les particuliers qui souhaitaient s'établir ou qui étaient déjà établis au Vietnam (investissement, droit du travail, droit immobilier). Au total, j'ai travaillé 4 années au Vietnam et cela m'a permis d'acquérir une expérience de terrain très valorisée aux Nations Unies. De retour en Europe, j'ai effectué une mission de 6 mois d'audit juridique dans le cadre d'une enquête pénale internationale visant une grande entreprise, période durant laquelle j'ai postulé et passé les entretiens pour le poste de JEA que j'occupe aujourd'hui.

2. Comment as-tu eu connaissance du programme JEA et qu'est-ce qui t'a poussé à postuler ?

J'ai eu connaissance de ce programme via le site du ministère des Affaires étrangères, que je consultais régulièrement pour des offres de poste hors de France. La possibilité de tenter une expérience aux Nations Unies était vraiment intéressante pour moi, car j'avais uniquement des expériences en bilatéral jusqu'ici. Le travail technique de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI) constituait par ailleurs un défi très attrayant, vu ma formation de juriste comparatiste. De plus, le recrutement dans les Organisations internationales étant très difficile, il m'a semblé que passer par le biais de la France pouvait renforcer ma candidature. Les codes et les règles propres au recrutement à l'ONU (présentation du CV et de la lettre de motivation, déroulement des entretiens, règles de représentativité des nationalités et genres) font que, pour un jeune diplômé français, il n'est pas toujours simple d'être sélectionné, même pour un simple entretien, quelle que soit la qualité de son profil.

3. Décris-nous ton quotidien et tes fonctions et son évolution depuis ton arrivée à Vienne

La CNUDCI élabore des textes sur le droit commercial international. Les pays peuvent ensuite décider de les adopter ou de s'en inspirer pour leurs textes domestiques. Nous avons à la fois des textes classiques du droit international (conventions), des modèles de législation (lois types) mais également des outils qui relèvent plus de la *soft law* (les guides législatifs, qui sont des recueils de recommandations pour les pays désireux de légiférer dans une matière).

A la CNUDCI, je suis notamment la coopération avec les pays africains, francophones notamment. A ce titre, je mets en œuvre l'assistance technique en matière de réforme du droit commercial dans les pays concernés. Cela peut passer par la promotion de nos textes, la révision de projets législatifs ou réglementaires nationaux, la formation et la dissémination de textes auprès des professionnels sur place (avocats, magistrats).

J'assure également la coordination avec l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) qui possède un mandat semblable à celui de la CNUDCI, au plan régional.

A côté de ces missions d'assistance technique, j'apporte également de l'aide sur la réforme du guide législatif sur les Partenariats Public Privé qui est menée par le Secrétariat de la CNUDCI. Concrètement, je travaille sur la révision du texte, en prenant en compte les contributions des experts venus du monde entier et en essayant d'inclure les bonnes pratiques et les recommandations formulées par les acteurs du secteur depuis la première édition du Guide.

De façon plus générale, je développe notre réseau de partenaires au sein du monde francophone, qu'il s'agisse de bailleurs de fonds ou de bénéficiaires de l'expertise technique. En effet, la CNUDCI travaille beaucoup en langue française et traduit l'intégralité de ses travaux en français, ce qui constitue un atout pour la diffusion et l'intégration de nos outils dans l'espace francophone.

4. Que comptes-tu faire à l'issue de cette expérience ?

Je termine actuellement ma 1ère année. Aux Nations Unies, il est recommandé de postuler longtemps à l'avance pour les postes ouverts, car le processus est très long à se mettre en place. Pour l'instant, je me concentre sur mes fonctions actuelles, mais je me plais dans ce contexte multilatéral et interétatique. Les thématiques abordées et les acteurs impliqués sont en accord avec mes souhaits professionnels et j'espère donc pouvoir demeurer dans la section dans laquelle je travaille actuellement. Une expérience sur le terrain, en Afrique notamment, serait vraiment intéressante si elle se présentait.



#PortraitDeJEA